

Ce rapport est rédigé par OCHA Côte d'Ivoire en collaboration avec les acteurs humanitaires. Il couvre la période du 23 au 27 avril 2011. Le prochain rapport sera publié vers le 30 avril 2011.

I. FAITS MARQUANTS

- Appel lancé par le Président de la République pour le dépôt des armes par les miliciens.
- Situation humanitaire critique dans le triangle Zouan Hounien Toulepleu- Bloléquin-.
- Timide réouverture des classes, à Abidjan, le 26 avril.
- Le Plan d'Action Humanitaire d'Urgence (EHAP) pour la Côte d'Ivoire et les pays limitrophes est financé à hauteur de 20%; soit 32 millions de dollars mobilisés sur les 160 millions recherchés.

II. Contexte

Le 22 avril, le Président de République a lancé un appel au dépôt des armes. Des groupes de miliciens ont déjà rendu les armes à Abidjan tandis que des résistances sont encore observées à Yopougon où la situation sécuritaire reste précaire.

A l'ouest du pays, la présence de milices continue dans certaines localités sur l'axe Zouan Hounien-Toulepleu-Bloléquin. Cette situation réduit l'accès des humanitaires aux populations qui ont des besoins humanitaires énormes.

La Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) mène des opérations de dépollution à Abidjan afin de neutraliser les engins explosifs et les munitions qui pourraient constituer un danger pour la population. Ainsi des établissements scolaires ont été dépollués. Ces opérations viseront aussi les emprises militaires ivoiriennes ainsi que les domiciles des particuliers où il y a des engins explosifs. Les opérations de dépollution ont pour objectif d'écartier le maximum de danger pour la population et de favoriser le retour à la normalisation.

Une réouverture timide des classes a été observée à Abidjan le 26 avril. De nombreux élèves et enseignants des écoles proches de la zone de Yopougon ne sont pas présentés aux écoles du fait de l'insécurité qui prévaut dans ce quartier.



III. Besoins et réponses



SANTE

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) vient de terminer une évaluation à l'ouest du pays. Dans les deux régions (Montagnes et Moyen Cavally), 52% de centres de santé et 62 % d'hôpitaux de districts ne fonctionnent pas à cause de l'absence du personnel; du pillage des médicaments et matériels médicaux, de la destruction partielle ou totale des infrastructures sanitaires ainsi que de la persistance de l'insécurité principalement sur l'axe Guiglo, Bloléquin, Toulepleu et Zouan Hounien.

Dans la ville Abidjan, l'OMS constate que dans la plupart des structures de santé (Centres de Santé, hôpitaux de district visités), la majorité du personnel médical est présente et les services fonctionnent. L'OMS a mis à la disposition de l'ONG Médecins Sans Frontières (MSF) Suisse des médicaments (deux kits de soins primaires pour 1 000 personnes et pour une période trois mois; quatre kits pour le traitement de la malaria pour 1000 personnes et pour de trois mois; 1 kit trauma pour les blessés pendant un mois d'hospitalisation). De plus l'OMS et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ont remis 500 moustiquaires imprégnées de longue durée à MSF France pour les hôpitaux d'Abobo sud et d'Anyama.

L'UNICEF a remis à MSF-Suisse deux tentes-dispensaires, 100 couvertures et un kit complet d'hygiène de base et 20 cartons de biscuits protéinés pour les opérations chirurgicales à l'hôpital de Yopougon.

L'approvisionnement en médicaments dans les structures qui ne reçoivent pas l'appui des humanitaires est difficile. L'accès aux soins pour les populations se trouvant dans la périphérie de la ville d'Abidjan reste très limité par manque des médicaments et à cause de l'insécurité qui empêche le déplacement des patients.

La Pharmacie de Santé Publique (PSP) dispose d'une quantité limitée de stocks. Une partie de ces stocks provient des dons des agences comme OMS, UNICEF et d'autres partenaires.



SECURITE ALIMENTAIRE

Sur la base d'une révision de son chiffre de planification¹, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) procédera à des distributions alimentaires à partir des pré-positionnements locaux et des achats sous-régionaux. Il est aussi prévu une assistance aux enfants de moins de cinq ans à Duékoué et l'appui aux personnes affectées physiquement par la guerre à l'hôpital d'Abobo en partenariat avec l'ONG Action Contre la Faim (ACF) et Médecins Sans Frontière (MSF).

Des réflexions sont menées par une Task force mise en place par le Cluster national sur les interventions de *Cash and Voucher* (argent liquide et coupons) à Abidjan.

Les appuis pour la saison pluvieuse 2011 concernent la distribution de kits agricoles d'urgence (composé de semences et/ou d'engrais, d'outils agricoles ou d'équipements de protection) à près de 20 000 ménages soit environ 120 000 personnes à l'Ouest et au Nord.

Les partenaires concernés sont l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation FAO -9 600 ménages dont 1 000 assistés en collaboration avec ACF-, du Comité International de la Croix Rouge (CICR) -5 000 ménages- et du programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) -6 000- à travers l'Ordre des Frères Mineurs Capucins (OFMC).

La FAO procède à une légère révision de la répartition de ces bénéficiaires, afin d'adapter la réponse aux besoins les plus urgents notamment en prenant en compte les personnes retournées récemment dans la Zone Sud de Bangolo et dans le Moyen Cavally. Les distributions auront lieu dans la première quinzaine du mois de mai dans les villages d'accueil et de retournés.

La FAO est préoccupée à la fois pour les personnes déplacées ou retournées qui pourront pas cultiver leurs champs cette saison. Ces ménages risquent d'être dépendants d'une aide alimentaire pendant une longue période.



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIENE

Des sociétés de nettoyage ont commencé la collecte des ordures ménagères dans cinq quartiers d'Abidjan grâce à un financement de la banque Mondiale. A Duékoué et à Man, l'UNICEF et ses partenaires conduisent une opération de ramassage des ordures. L'équipe de l'UNDAC recommande des initiatives pour appuyer des activités de réduction des risques d'inondations (curage des canaux et évacuations) et de prévention du cholera.

¹ 80 000 IDP et 200 000 familles d'accueil.

Le Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI) a rétabli le service de l'eau à Bouaké grâce à la récente fourniture de produits de traitement dans cette ville. La population a, à nouveau, accès à l'eau du robinet. L'UNDAC et les ONG ACF et CARITAS ont conduit des missions d'évaluation à Abidjan dans le but de recueillir des informations sur les besoins des personnes déplacées internes (PDI) vivant sur les sites. Les résultats préliminaires font état d'un problème d'accès à l'eau sur le site de Bingerville.



PROTECTION

La surpopulation du site de déplacés de la Mission Catholique à Duékoué reste une préoccupation pour la communauté humanitaire. Les humanitaires estiment à environ 28 000 le nombre de personnes sur ce site qui a largement dépassé sa capacité d'accueil. L'ouverture d'un nouveau site s'impose pour améliorer les conditions de vie des PDI.

Le triangle Zouan Hounien/Toulepleu-frontière/Blolequin est une zone totalement sinistrée et doit être considérée parmi les priorités dans les interventions. La plupart des villes et des villages est désertée par les populations qui ont fui en brousse ou au Libéria depuis deux mois. Les familles qui sont restées dans ces localités ont besoin d'être assistées dans les domaines de l'eau, de la santé et de la nourriture selon le rapport de la mission inter-agences conduite dans cette zone par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation des Migrations internationales (OIM) et OCHA.

Les milices qui restent dans la zone continuent à actes de violence affectant la population qui s'est réfugiée dans la brousse. Durant ces deux dernières semaines, ces populations n'ont reçu qu'une aide limitée en forme des soins médicaux assurés grâce aux cliniques mobiles.

La zone Guiglo-Blolequin-Toulepleu est accessible aux agences des Nations Unies que sous escorte armée. Ceci constitue un frein à l'action des humanitaires et des patrouilles sont préconisées pour permettre un meilleur accès et une amélioration de la protection des civils.

La présence des engins de guerre non explosés (UXO) expose les populations à des accidents qui pourraient avoir des conséquences graves sur leur intégrité physique. Pour réduire les risques, l'ONUCI mène en ce moment des opérations de dépollution à Abidjan et le même type d'opération est souhaitable dans toutes les zones où il y a eu des combats ou le passage des groupes et troupes armés.



EDUCATION

Après plusieurs semaines de violence, les cours ont repris timidement le 26 avril dans le Sud malgré un taux d'absence assez considérable des maîtres et des élèves dans les écoles proches des zones encore instables à Abidjan comme par exemple Yopougon. Dans les Directions Régionales de Education Nationale (DREN) de Guiglo et de Daloa, peu d'écoles sont fonctionnelles. Selon la DREN de San Pedro, la présence des enseignants était d'environ 90% et celle des élèves entre 50 et 60%.

Dans un communiqué publié le 26 avril, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a annoncé qu'il était prêt à aider plus d'un million d'enfants à retourner à l'école. L'UNICEF prévoit de distribuer des fournitures scolaires et du matériel pour la reprise des cours.

Le cluster éducation vient de finaliser la saisie des données suite à l'évaluation de l'effectivité de la réouverture des écoles dans la zone centre-nord-ouest (CNO). Des données ont été collectées dans plus de 2 800 écoles dans la zone CNO. Sur 800 000 enfants qui ont manqué entre quatre et six mois de cours, on estime qu'environ la moitié a repris le chemin de l'école. Le cluster finalisera son rapport d'analyse dans une semaine.

Le cluster éducation a également mené un plaidoyer auprès du PAM pour l'approvisionnement en vivres des écoles qui ont repris les cours. Le PAM a annoncé la priorité sera accordée aux écoles de la DREN Odienné (zone de sous scolarisation) notamment celles qui ont accueilli les enfants déplacés.

Concernant la réponse aux besoins éducatifs des enfants déplacés, le sous-cluster éducation pour l'Ouest a continué la mise en place des activités d'apprentissage temporaires. L'UNICEF finalise la mise en place de quatre espaces d'apprentissage temporaires à Mahapleu et Danane, qui permettront l'encadrement de plus de 500 enfants déplacés.



TELECOMMUNICATIONS D'URGENCE

Une commande de matériel de télécommunication d'un montant de 147 500 dollars a été effectuée pour le renforcement des salles radio communes de Bouaké et Man au bénéfice de la communauté humanitaire. Une livraison partielle d'environ quatre tonnes d'équipements d'information et de communication (ICT) est effective sur les différents sites. Une autre livraison d'environ 2,5 tonnes est attendue cette semaine à Accra en complément de la livraison partielle du matériel prévu pour Bouaké et Man.

Des opérations de maintenance et d'augmentation de la bande passante des VSATs du Programme PAM ont été conduites du 19 au 25 avril 2011 à Bouaké et Man pour faire face à la demande des humanitaires sur place.

Deux spécialistes en Télécommunications de PAM sont arrivés le 22 avril 2011 à Bouaké et Man pour initier les travaux de renforcement des salles radios avec le matériel déjà livré.



LOGISTIQUE

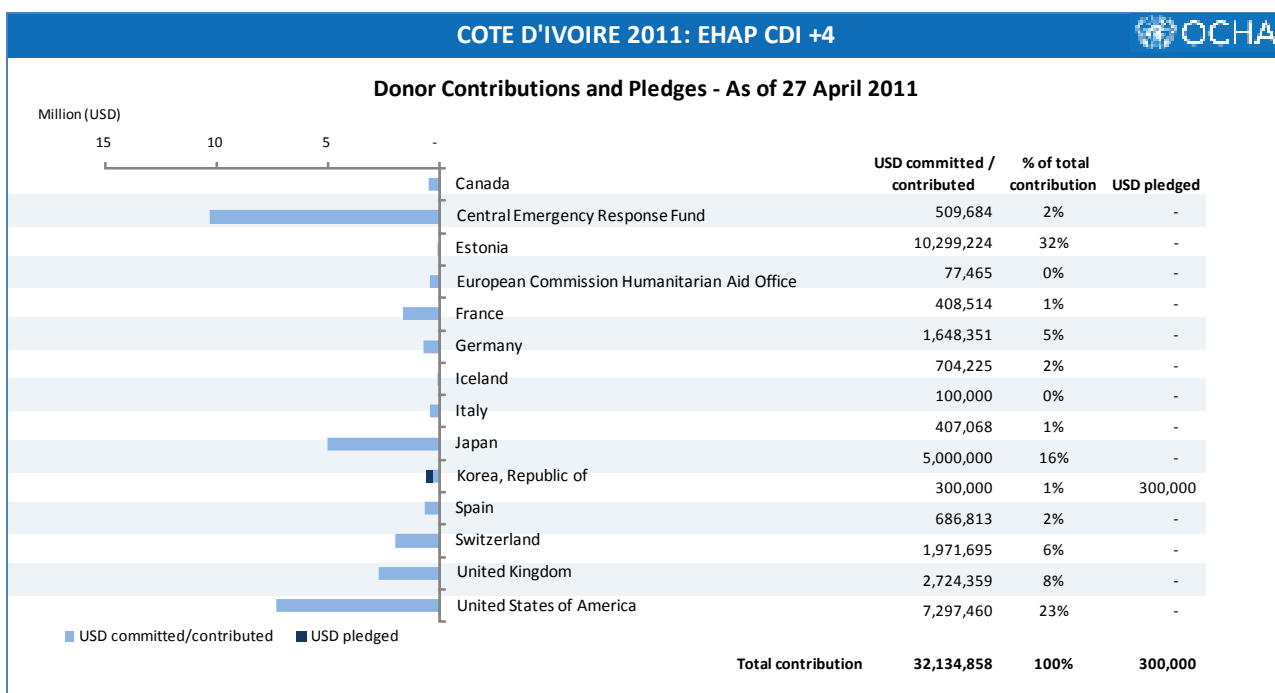
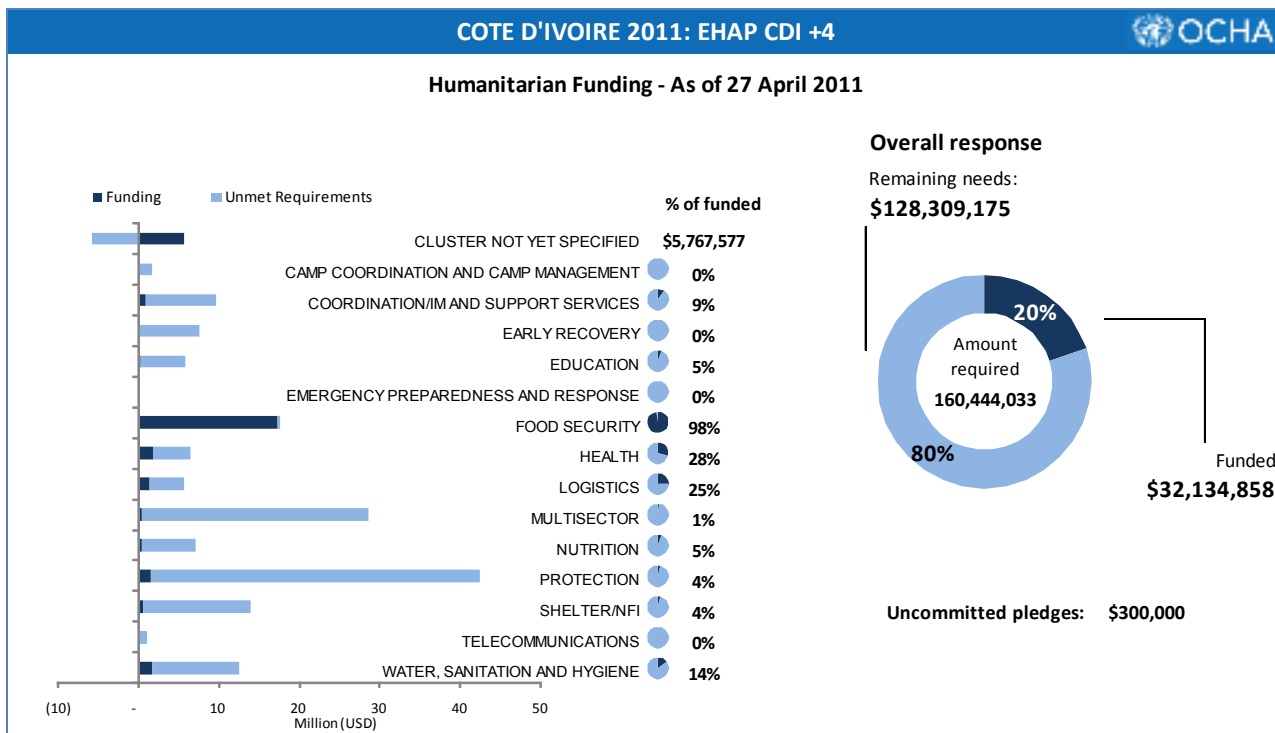
Cette semaine, le cluster logistique a organisé le transport de six tonnes de matériel médical de l'OMS (kits de trauma et de traitement de paludisme) de Bouaké à Man et de Bouaké à Abidjan. Le cluster prépare l'acheminement 12 tonnes d'équipement (bâches et matériel d'eau et l'assainissement) de l'UNICEF de Bouaké à Man et de Man à Bouaké.

V. Mobilisation de ressources

Le Plan d'Action Humanitaire d'Urgence (EHAP) pour la Côte d'Ivoire et les pays voisins –Libéria, Ghana, Guinée, Togo- a reçu des financements à hauteur de 20% à la date du 26 avril 2011. Un total de plus de 32 millions de dollars a été mobilisé sur une requête d'un montant de 160 millions de dollars.

160 millions
recherchés (US\$)

19%
mobilisés



Tous les partenaires humanitaires y compris les donateurs et les agences récipiendaires sont encouragés à notifier au service de suivi financier (FTS) toute contribution en envoyant un message à: fts@reliefweb.int.

VI. Contacts

Neil Scott, Chef de Bureau , OCHA Côte d'Ivoire Tel: (+225) 44 320 375; email: scott2@un.org

Kayode Egbeleye, Chargé de l'Information Publique, OCHA Côte d'Ivoire. Tel: (+225) 44 32 03 61; email: kegbeleye@yahoo.com

Katy Thiam, Chargée de l'Information Publique, OCHA/UNDAC, en mission en Côte d'Ivoire. Tel: (+235) 66 20 15 42; email: thiamk@un.org